

Lettre type – Mutuelle - Démarchage téléphonique - Abus de faiblesse

Lettre à adresser en recommandé avec accusé de réception au professionnel

Vos prénom et nom

Votre adresse

Code postal – Ville

Destinataire

Adresse du destinataire

Code postal - Ville

À ..., le ...

Objet : Annulation de contrat

Références : n° contrat/adhérent :

Madame, Monsieur,

Le ... **[date]**, j'ai été démarché(e) par téléphone par l'un de vos collaborateurs. Je ne souhaitais pas souscrire un contrat mais seulement recevoir de la documentation. Or **[mon fils, ma fille, un proche, etc.]** vient de me faire comprendre qu'un contrat à mon nom aurait été établi le jour de cet appel.

[Précisez les circonstances établissant l'abus de faiblesse et que cet état était connu ou ne pouvait être ignoré de votre interlocuteur. Par exemple : J'ai bien indiqué au téléphone que je suivais un traitement médical lourd, que je ne pouvais pas répondre aux questions car je suis atteint de surdité, que je vis seul et que c'est mon fils qui s'occupe de mes affaires, etc.].

Vous pouvez le vérifier en r coulant l'appel qui a d  être enregistré par vos services.

Après avoir pris des renseignements auprès d'un juriste, il m'a été indiqué les éléments suivants. Au regard des circonstances précitées, mon consentement a été obtenu de manière illicite. Le contrat est donc entaché de nullité, en vertu des articles L. 121-9 et L. 132-13 du Code de la consommation.

Par ailleurs, il m'a été précisé que les pratiques utilisées par votre collaborateur pourraient donner lieu à des poursuites pour abus de faiblesse, infraction réprimée par l'article L. 132-14 du Code de la consommation.

Pour toutes ces raisons, je vous demande d'annuler le contrat qui a été établi illégalement.

Il s'agit de la dernière démarche amiable que j'entame auprès de vous. En cas d'échec de celle-ci, je me verrai dans l'obligation de saisir le tribunal compétent pour demander cette annulation assortie de dommages et intérêts et de signaler vos pratiques auprès des autorités compétentes (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, Répression des fraudes, police/gendarmerie, procureur de la République).

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Signature